

MILITANCE ET CONVERGENCE DES LUTTES



ÉTUDE 2023

MILITANCE ET CONVERGENCE DES LUTTES

ENTRE QUÊTE D'ÉGALITÉ, DE JUSTICE SOCIALE ET DE
JUSTICE ENVIRONNEMENTALE

Vierendeel Florence

*« Il n'y a pas de lutte à problème unique, car nous ne vivons pas des vies
à problème unique. »*

Audre Lorde¹

RÉSUMÉ

Cette étude d'éducation permanente vise à lever le voile sur un concept souvent mobilisé au sein des mouvements militants de gauche : la convergence des luttes. En retraçant historiquement son origine, nous mettrons en exergue la manière dont la militance a évolué à travers le temps et la perte de vitesse de la gauche dans la bataille des récits. Ensuite, nous analyserons l'intérêt théorique de ce concept, qui permet de lier les luttes entre elles, à travers trois exemples concrets : l'égalité entre les femmes et les hommes, la justice

sociale et la justice environnementale. Enfin, nous pointerons différents leviers favorisant sa mise en place sur le terrain et les limites qui s'imposent au secteur associatif pour aboutir à sa concrétisation.

Ce cheminement nous permettra de mettre en avant à quel point l'union des forces de gauche peut être une clé pour réinventer le monde de demain et proposer des alternatives à la hauteur des grands défis du 21^{ème} siècle.

MOTS-CLÉS

Convergence, lutte, classe, genre, écologie, justice environnementale, formes de militance, justice sociale, forces de gauche, union, capitalisme, système économique, transition.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

CHAPITRE 1

La convergence des luttes : un rêve aux origines sociales

CHAPITRE 2

Les nouvelles formes de militance : des luttes fragmentées de moins en moins institutionnalisées

CHAPITRE 3

La bataille des récits : mais où est la gauche ?

CHAPITRE 4

Pourquoi s'unir et sur quelles bases ? Le capitalisme en ligne de mire

— Entre inégalités de genre et crise écologique

— Entre inégalités de genre et capitalisme

— Entre crise écologique et capitalisme

— Le racisme à la croisée des chemins

CHAPITRE 5

Et sur le terrain, comment s'organiser ?

CHAPITRE 6

Les limites de l'associatif face à un tel modèle

CONCLUSION

BIBLIOGRAPHIE

1

2

4

6

9

10

11

13

15

16

18

20

23

INTRODUCTION

Au sein des mouvements militants de gauche, le rêve d'une convergence des luttes continue à perdurer et à inspirer certaines stratégies. Celle-ci présente un intérêt réel dans un monde où le capitalisme est roi. Destruction de l'environnement, inégalités de genre, exploitation salariale, rien n'échappe au règne de l'argent, qui va aujourd'hui jusqu'à menacer la survie de notre espèce. Ce déséquilibre profond émane clairement de rapports de domination profondément interconnectés, qui se renforcent et se maintiennent. Alors, n'est-il pas temps d'unir nos forces pour en venir à bout ?

La convergence des luttes a de quoi séduire mais le concept questionne... De ses racines révolutionnaires à son déploiement sur le terrain, les ingrédients pour la mener à bien demeurent incertains, fragiles, presque énigmatiques. L'évolution dans les manières de militer redistribue également les cartes. Entre mouvements institutionnalisés et collectifs informels, une pluralité de structures œuvre aujourd'hui à la lutte contre les inégalités. Mais sommes-nous tout·e·s en mesure de nous rencontrer, de nous entendre, de nous comprendre ? Le secteur associatif, et plus largement les corps intermédiaires, souffrent de plus en plus d'un manque de temps, lié à des conditions de sous-financement et de travail en sous-effectifs.

La pérennisation d'une véritable convergence des luttes est donc loin d'être aisée ! Pourtant, les tentatives ne manquent pas... Citons, en

Belgique francophone, la coalition « Faire front », dont l'objectif premier est de



**CRÉER UNE FORCE CAPABLE DE
CONCRÉTISER DES CONQUÊTES SOCIALES
ET UNE RUPTURE ÉCOLOGIQUE**



en rassemblant, autour d'un projet commun, des dizaines d'associations durant la pandémie de Covid-19 en 2020. Ou encore la coalition « Santé », qui, en vue des élections 2024, porte 30 revendications concrètes pour améliorer la qualité de vie de toutes et tous à travers sa campagne « Vivre mieux »³.

Notre mouvement d'éducation permanente féministe, de gauche et progressiste, est persuadé que la convergence des luttes doit, aujourd'hui, mobiliser toute notre attention. Elle seule semble en mesure de déclencher une transformation globale de notre société qui tient compte de tous les enjeux qui pèsent sur les épaules fragiles des publics les plus vulnérables. Entre incapacité à se loger dans des conditions dignes, accès réduit à des produits alimentaires de qualité ou encore épuisement liée à des métiers peu valorisés, la justice sociale, l'écologie et l'égalité les concernent pleinement. Par ailleurs, toutes ces luttes sont liées et méritent d'être pensées conjointement. Et c'est sur base de ce socle commun que nous préconisons de penser l'organisation et l'union des forces de gauche pour remobiliser les citoyen·ne·s et proposer une véritable alternative sociétale, à la fois solidaire, inclusive et respectueuse du vivant.

² Pour plus d'informations : www.fairefront.be

³ Pour plus d'informations : www.coalitionsante.be

CHAPITRE 1

LA CONVERGENCE DES LUTTES : UN RÊVE AUX ORIGINES SOCIALES

La lutte, en tant qu'objet militant, s'ancre, dès sa théorisation, dans une mouvance sociale. Karl Marx l'associe, aux prémices de son Manifeste du parti communiste (1848), à l'essence même du socialisme, fondé sur ce qu'il nomme la lutte des classes⁴. Marx, qui s'inspire d'historiens libéraux⁵, développe ce concept pour mettre en lumière un rapport entre économie et politique. « *Derrière tout acteur économique, [...] se trouve un pouvoir, une position sociale [...] [dont] résulte une certaine façon sociale de produire de la richesse, de la distribuer, de l'utiliser* »⁶. Selon lui, la société se compose d'au moins deux classes, dont les intérêts sont divergents et antagoniques en raison de leurs rapports économiques tout à fait inégalitaires. Les un·e·s (le prolétariat) produisent les richesses tandis que les autres (les bourgeois·es) se les accaparent en utilisant une forme de contrainte et de domination, notamment politique⁷. Pour renverser l'ordre établi de manière radicale, une méthode s'impose : les mobilisations de masse.

Dans l'imaginaire collectif, les luttes convergent donc dans le but de gagner en puissance, en regroupant plusieurs contestations sociales

(et leurs représentant·e·s et militant·e·s) dans un même mouvement : il s'agit de dépasser des intérêts distincts pour les fusionner dans des objectifs politiques précis⁸. Chez nos voisins français, ce phénomène s'illustre, historiquement, au travers, d'un côté, de la victoire du Front populaire en 1936⁹ et, de l'autre, des grèves massives de Mai 1968¹⁰. Mobilisant de larges fractions de la population, ces deux rassemblements mèneront à de réelles avancées sociales telles que les congés payés, la semaine de 40 heures ou encore l'augmentation des salaires¹¹.

L'expression « convergence des luttes » n'apparaît cependant en tant que telle qu'aux lendemains de Mai 68 et ne se cristallise dans le champ sémantique des milieux militants de gauche francophones qu'en 1995, lors des grèves à l'encontre de la réforme de la Sécurité sociale et des retraites instiguée par le Premier ministre français de l'époque, Alain Juppé¹².

Plus récemment, deux mouvements sociaux, « Nuit debout »¹³ en 2016 et les gilets jaunes¹⁴ en 2018, ont tenté de renouveler ce type d'expérience en France, sans pour autant réussir leur pari. Une aubaine pour les

⁴ BRANTHÔME Thomas, « Actualité de la convergence des luttes », *La France en récits*, 2020, <https://bit.ly/3LaTKSy>.

⁵ Tels qu'Augustin Thierry et François Guizot.

⁶ DELAUNAY Jean-Claude, « Lutte de classe et capitalisme : Perspective historique, moment présent », *L'Homme et la société*, 1995, <https://bit.ly/40JX6BM>.

⁷ *Ibid.*

⁸ GROUX Guy et ROBERT Richard, « Le spectre de la convergence des luttes », *Telos-eu*, 1^{er} avril 2020, <https://bit.ly/3LGtUrn>.

⁹ Alliance électorale du parti communiste, du parti socialiste et du parti radical-socialiste. Cette victoire engendrera un mouvement de grève nationale qui débouchera sur des accords sociaux inédits.

¹⁰ Rassemblant près de dix millions de grévistes, cette mobilisation de plusieurs

semaines a vu la jeunesse universitaire de Paris et le mouvement ouvrier s'unir contre le système capitaliste.

¹¹ BRUT, « Qu'est-ce que la convergence des luttes ? », *France info*, 9 avril 2018, <https://bit.ly/3Ly2KtT>.

¹² NABLI Bélig, « Convergence des luttes : théorie et pratiques », *Libération*, 25 mai 2018, <https://urlz.fr/n0fD>.

¹³ Pour plus d'informations : <https://bit.ly/447x9Pu>.

¹⁴ Pour plus d'informations : <https://bit.ly/2PkUC88>.

partisan·e·s du néolibéralisme qui clament, haut et fort, dans les médias et ailleurs, l'incapacité certaine des forces de gauche à s'unir pour s'imposer, surtout dans l'hexagone français. Une stratégie de découragement qui s'appuie sur l'adage bien connu « Diviser pour mieux régner ». Toujours est-il qu'après moult négociations, les partis politiques français de gauche¹⁵ ont fini par réussir à se centraliser autour d'un projet commun pour les législatives 2022, nommé « La Nouvelle Union populaire écologique et sociale ». Une forme de compromis et de terrain commun qui pourrait porter ses fruits dans les années à venir.

Si la convergence peine à faire ses preuves chez nos voisin·e·s français·es, d'autres exemples à travers le monde nous offrent des perspectives encourageantes. Ces dernières années, les mouvements de protestations, amenant les populations à descendre en masse dans les rues, se sont intensifiés. Citons, par exemple, les contestations au Chili, en Algérie, au Soudan, au Liban, en Irak, ...¹⁶ sans oublier ce que l'on nomme déjà « la révolte des femmes » en Iran. Les prix exorbitants de certains biens

de première nécessité, le sentiment d'urgence face à un monde en déclin, la précarité grandissante, la mainmise de régimes parfois totalitaires, l'accroissement des inégalités sont autant de moteurs qui réveillent les foules, de la·du commerçant·e de village à l'étudiant·e en droit, de la·du pensionné·e à la·au mère·père de famille. Ces soulèvements témoignent, d'un côté, d'une volonté d'en finir avec notre modèle de société jugé élitiste et parfois anti-démocratique et, de l'autre, d'une modification dans la manière de s'organiser et d'exprimer son engagement militant.

¹⁵ Coalition entre la France Insoumise, le Pôle écologiste (dont Europe Ecologies Les Verts), le Parti communiste français et le Parti socialiste.

¹⁶ Pour plus d'informations : BOURCIER Nicolas et al., « Du déclencheur local à la révolte globale : la convergence des luttes dans le monde », *Le Monde*, 8 novembre 2019, <https://bit.ly/3oEpec9>.

CHAPITRE 2

LES NOUVELLES FORMES DE MILITANCE : DES LUTTES FRAGMENTÉES DE MOINS EN MOINS INSTITUTIONNALISÉES

En France, lors du siècle dernier, les épisodes de convergence étaient très souvent portés par des forces politiques et/ou syndicales déterminantes. Cette conjoncture n'a rien d'étonnant, puisqu'à partir du 19^{ème} siècle, des liens directs sont établis entre travail, régime économique et position sociale. Y subsiste, jusque dans les années 1970, une conscience de classe qui outrepassa les autres luttes, et qui unifia autour d'un dessein commun. En ligne de mire : le système capitaliste, qui exploite les franges ouvrières.

Mais les lendemains de Mai 68 marquent le début d'un tournant : à la lutte des classes portée par le prolétariat se substitue les droits des minorités et la lutte contre les discriminations, qui deviennent le cœur de cible des partis de gauche. Les revendications se fractionnent et s'individualisent, les mouvements se multiplient et se spécifient. L'historien français Thomas Branthôme parle d'une « sectorisation de la lutte » :



On constate [...] l'abandon d'un appel à la révolution avec un grand R au profit d'une fabrication de poches de résistances locales, localisées et localisables (afin d'être rejoints). Dans ce sillage et cette modification de la forma mentis¹⁷ de gauche, de plus en plus de jeunes citoyens défendent une “sélection” dans le choix des luttes, arguant que le “ matin du grand soir ” ne viendra jamais. Cela s'accompagne parfois d'un arrêt du vote et d'un transfert de l'énergie politique. Une existence dite “éthique et responsable” au quotidien est présentée comme “valant mieux que tous les grands discours”.



Ce cadre de pensées s'adresse avant tout aux classes moyennes, qui s'identifient à ces combats dits « identitaires ». Les classes ouvrières, quant à elles, ressentent une rupture dans le registre de discours et une forme de désengagement par rapport à leurs préoccupations quotidiennes. Cette transition les éloigne des partis traditionnels de gauche et fragilise les liens auparavant cultivés entre ces deux classes sociales¹⁹.

L'organisation de ces groupes de militant·e·s bouscule aussi les lignes, en s'exerçant davantage de manière informelle, en dehors du champ politique et des corps intermédiaires²⁰.

¹⁷ État d'esprit.

¹⁸ BRANTHÔME Thomas, « Actualité... op. cit.

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ Les syndicats, les mutualités, les associations, les organisations de jeunesse, etc.

CHAPITRE 3

LA BATAILLE DES RÉCITS : MAIS OÙ EST LA GAUCHE ?

Ces mouvements sociaux (comme, par exemple, Extinction Rebellion²¹) s'inscrivent ainsi de plus en plus dans une forme de radicalité en s'opposant, par exemple, à toute logique de croissance économique ou encore aux rapports de pouvoir hiérarchiques, pourtant toujours ancrés au sein des structures institutionnalisées²².

Cette façon de « faire politique » autrement permet d'attirer un plus grand nombre d'adhérent·e·s, qui se sentent directement impliqué·e·s dans le combat qu'elles·ils mènent. Leurs méthodes de rassemblement et de communication reposent aussi souvent sur des outils modernes, tels que les réseaux sociaux. Ceux-ci leur permettent de capter une audience mondiale, à portée de clics, et de mobiliser autour de projets communs, sans pour autant présenter d'attachement partisan²³.

Mais leur longévité est loin d'être garantie tant l'engagement militant tend de plus en plus à se manifester de manière ponctuelle, suite, par exemple, à un fait d'actualité ou à une décision politique précise. Ce phénomène peut s'expliquer, notamment, par ce sentiment constant d'instabilité, dû aux crises actuelles, qui limite fortement nos capacités collectives à nous projeter dans l'avenir...²⁴ L'enjeu pour ces nouveaux mouvements est alors d'être en mesure de se structurer dans la durée, et d'atteindre leurs objectifs, pour ne pas créer une forme de démotivation et, à terme, de désengagement.

Enfin, notons que ce nouveau militant s'inscrit dans un contexte de crise de la démocratie, observée dans de nombreux pays

européens. Pour bon nombre de citoyen·ne·s, notre système politique n'est pas/plus en mesure de répondre aux grands défis du 21^{ème} siècle (tels que la crise écologique, l'inflation, la guerre en Ukraine, etc.). En résulte une défiance de plus en plus vive à l'égard des figures politiques mais aussi, comme le démontre l'enquête belge « Noir Jaune Blues... 5 ans après »²⁵, une envie de se tourner vers « d'autres formes de gestion publique ». Et deux tendances s'opposent de plus en plus : d'un côté, l'attrait pour l'autoritarisme, qui s'accompagne d'un rejet des forces non-élues (médiats, activistes, académicien·ne·s, etc.), de l'autre, la défense d'une société plus ouverte, qui place la participation citoyenne au cœur de son projet²⁶. Dans tous les cas, les citoyen·ne·s, loin de se désintéresser des affaires publiques, réclament du changement. L'enjeu est dès lors d'être en mesure de coconstruire un récit commun, un répertoire d'actions ancré à gauche, viable et durable.

²¹ Pour plus d'informations : <https://bit.ly/442HJr3>.

²² GROUX Guy et ROBERT Richard, « Le spectre... op. cit.

²³ FLEY Anaïs, « Nouvelles formes d'engagement, nouveaux outils militants ? », *Cause commune*, Septembre/octobre 2019, <https://bit.ly/3NbQ3i7>.

²⁴ MARTINOT-LAGARDE Pierre, « De nouvelles formes d'engagement », *Revue projet*, n°305, 2008, <https://bit.ly/40Kb5HM>.

²⁵ WALKOWIAK Philippe, « Belgique : la tentation de la dictature », *RTBF*, 23 janvier 2023, <https://bit.ly/3oAQAzW>.

²⁶ SCHEUER Benoît, « Noir, jaune, blues... 5 ans après », *Fondation Ceci n'est pas une crise*, Septembre 2022, <https://bit.ly/3Lxu0kX>.

Au-delà de ce basculement vers des luttes plus fragmentées, la gauche européenne a également subi de plein front toute une série de facteurs économiques, culturels et historiques qui l'ont mise en difficulté et à terme, fortement affaiblie. Pour comprendre cette perte de vitesse, un saut dans le passé s'impose.

Comme nous l'avons évoqué, le mouvement socialiste émerge au 19^{ème} siècle avec la révolution industrielle et puise sa force dans la lutte des classes et plus particulièrement les revendications de la classe ouvrière. Deux types de socialisme (au moins) vont coexister : le socialisme « révolutionnaire » (qualifié de communiste) et le socialisme « démocratique » (à tendance « réformiste »)²⁷. La première moitié du 20^{èmes} siècle offre un contexte favorable à ces deux courants politiques, qui vont accéder, quasi simultanément, au pouvoir en régnant sur près de deux tiers du globe²⁸ pour ensuite peu à peu s'effondrer.

Plus précisément, du côté de l'Europe occidentale, la croissance économique fulgurante qui caractérise les lendemains de la Seconde guerre mondiale est une période propice à l'avènement d'un nouveau modèle de société. La productivité du travail monte en

flèche et la population, après des années de privations, réclame « sa part du gâteau » et du changement. Les partis sociaux-démocrates et les syndicats travaillent dès lors main dans la main pour améliorer les conditions de travail et instaurer de nouvelles réformes pour plus de justice sociale²⁹. Ce projet va se caractériser par l'expansion de ce que nous appelons l'État providence (ou État social). Ce modèle de solidarité donne un rôle d'intervention important à l'État dans la vie sociale et économique pour assurer un certain niveau de sécurité et de bien être à l'ensemble de la population³⁰.

L'objectif de l'époque est *« d'organiser le capitalisme à l'échelle de chaque État-nation dans un sens qui permette aux travailleurs, aux salariés ordinaires d'abord mais plus largement à tous ceux qui tirent leur revenu de leur travail, de bénéficier des fruits de l'accumulation du capital et du progrès technique qu'elle impulse »*³¹.

Il s'agit bien d'un compromis entre travail et capital, accepté et mis en œuvre également par la droite. Ce qui exclut évidemment le projet révolutionnaire toujours porté par une partie de la gauche en Europe occidentale,

²⁷ CERCLE ORION, « L'échec du socialisme », 2 février 2023, <https://urlz.fr/p0tP>.

Le socialisme révolutionnaire prône la transformation radicale de la société, en abolissant les structures économiques et sociales capitalistes, et estime que cette transition ne peut être réalisée pacifiquement, mais requiert une action directe et violente pour renverser le pouvoir en place. Le socialisme démocratique réformiste vise la réduction des injustices, mais s'oppose à toute forme de révolution violente et ne conçoit les changements sociétaux que dans un cadre démocratique et à travers la mise en place de réformes.

²⁸ D'un côté, l'URSS, avec le communisme, de l'autre, l'Europe occidentale, avec le socialisme démocratique.

²⁹ JACOBIN MAGAZINE, « La Guerre Froide, un obstacle aux victoires sociales ? », 12

janvier 2023, <https://urlz.fr/p0tX>.

³⁰ MERRIEN François-Xavier, « Introduction », *L'État-providence*, 2007, <https://urlz.fr/f0ZC>.

³¹ BILLAUDOT Bernard, « La crise de la social-démocratie historique », dans *Société, économie et civilisation : Vers une seconde modernité écologique et solidaire ?*, La Plaine-Saint-Denis, 2021, <https://urlz.fr/p0U1>.

mais que beaucoup de forces politiques craignent et rejettent fermement au regard de son déploiement au sein de l'URSS³².

Cette période nommée les Trente Glorieuses permet de consolider toute une série de conquies sociaux, à commencer par notre système de Sécurité sociale. Mais cette gauche au pouvoir ne parvient pas réellement à tenir ses promesses. En oubliant les minorités, en s'engouffrant dans un certain « libéralisme centriste », celle-ci ne parvient pas en tant que tel à changer le monde³³. Pire encore, elle ouvre la voie au néolibéralisme, qui va s'édifier suite à la crise économique des années 70. Face au chômage et à l'inflation, l'intervention des pouvoirs publics n'est pas jugée comme étant efficace, il est donc temps, pour de nombreuses·eux figures politiques d'adopter une autre stratégie. Ainsi, « [la droite va profiter] de la stagnation économique mondiale et de l'effondrement des mouvements de la vieille gauche (et de leurs gouvernements) pour lancer une contre-offensive, ce que nous appelons « la globalisation néolibérale », très conservatrice »³⁴. Margaret Thatcher fonde alors sa campagne politique au Royaume-Uni sur base du célèbre slogan « There is no alternative » (il n'y a pas d'alternative) et acte, symboliquement, le triomphe de la doctrine du libre marché comme idéologie dominante et unique³⁵. Ce narratif est toujours ancré dans nos imaginaires collectifs aujourd'hui.

Une dizaine d'années plus tard, la chute du mur de Berlin en 1989 annonce le déclin de

l'URSS et, par conséquent, l'échec de la voie révolutionnaire. En résulte, dans les esprits de nombreuses générations, l'image glaçante d'une politique de gauche ultraradicale, dictatoriale et génératrice de grandes souffrances. Et les partis sociaux-démocrates ne parviendront pas à récupérer cette force électorale en pleine désillusion.

Le néolibéralisme s'est donc imposé, au détriment de projets politiques socialistes qui n'ont pas réussi à convaincre. Avec lui, l'État providence a aussi perdu de sa prestance au profit d'un État fondé sur des mécanismes d'activation, dit État social actif, où l'individu soi-disant « défaillant·e » (par exemple : la·le chomeuse·eur, la·le malade, etc.) est responsable de sa situation et non plus la collectivité³⁶. Et les conquies sociaux du siècle passé s'effritent : privatisation des services publics, dérégulation du travail, réduction des dépenses en matière de santé... sont autant de signaux qui indiquent une érosion du principe de solidarité, en faveur d'un individualisme exacerbé.

Parallèlement, la mondialisation a bouleversé de manière brutale nos modes de travail, notre espace-temps, notre rapport à la géopolitique, nos manières de communiquer, nos mentalités, nos mœurs, bref, notre monde dans sa globalité. Or, le néolibéralisme s'est saisi de ce phénomène et l'a renforcé en instaurant une économie à l'échelle mondiale tout en conservant le politique à l'échelle nationale, créant inévitablement un déséquilibre³⁷.

³² JACOBIN MAGAZINE, « La Guerre Froide... op. cit.

³³ HAVAUX Pierre, « 1918-1944 : qu'ont engendré les après-guerre au niveau social ? », *Le Vif*, 13 novembre 2018, <https://urlz.fr/p0w5>.

³⁴ DUMENIL Gérard, WALLERSTEIN Immanuel, « Crises de l'économie-monde et dépassement du capitalisme : années 1070-années 2020 », *Actuel Marx*, vol. 48, no. 2, 2010, <https://urlz.fr/p0wi>.

³⁵ DENORD François, « La déferlante néolibérale des années 1980 », *Le Monde*

Diplomatique, 2014, <https://urlz.fr/p0wt>.

³⁶ FRANSSSEN Abraham, « L'Etat social actif et la nouvelle fabrique du sujet », dans ASTIER Isabelle et DUVOUX Nicolas, *La société biographique, une injonction à vivre dignement*, Paris, 2006, pp. 75-104, <https://urlz.fr/p0uN>.

³⁷ BILLAUDOT Bernard, « La crise... op. cit.

³⁸ BILLAUDOT Bernard, « La crise... op. cit.

Et face à l'ampleur de cette transformation, la gauche ne disposait, schématiquement, que de deux options : soit développer une contre-proposition avant-gardiste, soit suivre cette ligne directrice en promettant la mise en place de gardes fous³⁸. L'option deux est aujourd'hui à l'œuvre.

Cette droitisation globale de la société est donc aussi le fait de la gauche, qui, ces dernières décennies, a participé pleinement à la mise en place de politiques de plus en plus éloignées de ses valeurs fondamentales, tout en adoptant un certain vocabulaire néolibéral et sécuritaire. En Belgique, le dossier sur l'asile et l'immigration reflète bien cette dissolution progressive des socialistes dans des logiques de droite ; le gouvernement Di Rupo Tier ayant grandement freiné la régularisation tout en ne proposant aucune solution structurelle pour assurer un accueil conforme à la dignité humaine³⁹. Enfin, ce nouveau monde que nous connaissons aujourd'hui nous confronte aussi à des défis colossaux, comme la crise écologique, la pauvreté grandissante, l'immigration, les épidémies, la pénurie des ressources, l'insécurité alimentaire, le vieillissement de la population, la manipulation de l'information... tant de sujets sur lesquels la gauche demeure divisée, sans perspective claire. La revue *Le Crieur* rend compte de « *lignes de fracture stratégiques et politiques qui, à gauche, n'ont jamais été aussi nombreuses* »⁴⁰. L'économiste Bernard Billaudot illustre, quant à lui, ce constat à travers trois exemples :



L'incapacité [pour le mouvement social-démocrate] à porter une alternative à la mondialisation néolibérale, le manque de consistance de la prise en compte de la question écologique laissant le champ libre à l'expression partisane de l'écologie politique et le fait de ne pas voir, ou vouloir voir, que la question européenne se pose.



En conclusion, la gauche européenne n'est toujours pas parvenue à se réinventer et à (re)construire le socialisme du 21^{ème} siècle. Celle-ci apparaît plutôt comme un vieux paquebot sans capitaine, voguant à la dérive sur l'océan vigoureux du néolibéralisme. Ces partis représentent aujourd'hui davantage les élites intellectuelles, les diplômé·e·s des grandes villes, abandonnant sur la rive les classes populaires, dont les profils se sont fortement diversifiés, plutôt que d'organiser leur rencontre⁴². Ces électrices·eurs ont donc tendance à se retrancher vers les partis extrémistes, qui développent des stratégies populistes pour capter leur attention.

Or, la transformation globale de notre société ne se fera pas naturellement, ni sur base des mêmes réflexes que lors du siècle passé. Les dangers actuels qui se posent pour nos démocraties⁴³ et pour la survie de notre espèce nécessitent bien plus qu'une voix tempérée pour s'opposer au néolibéralisme mondialisé. Cette voix, nous proposons qu'elle s'élève conjointement, avec l'ensemble des corps intermédiaires qui constituent la gauche, et qu'elle s'amplifie au travers d'un projet commun, qui pense l'intersection des luttes sociales.

³⁹ VAN VYVE Valentine, « Accord sur l'asile et l'immigration : le secteur est sceptique », *Alter Echos*, 18 décembre 2021, <https://urlz.fr/p0wY>.

⁴⁰ « La gauche qui manque. Sortir de nos brouillards intellectuels », *Revue du Crieur*, vol. 6, no. 1, 2017, <https://urlz.fr/p0x5>.

⁴¹ BILLAUDOT Bernard, « La crise... op. cit.

⁴² TRUONG Nicolas, « Pour changer le monde, la gauche doit changer de monde », *Le Monde*, 4 mars 2022, <https://urlz.fr/p0xo>.

⁴³ Pour plus d'informations : VIERENDEEL Florence, « Comment réenchanter notre démocratie ? », *Analyse Soralia 2023*, <https://urlz.fr/p0wz>.

CHAPITRE 4

POURQUOI S'UNIR ET SUR QUELLES BASES ?

LE CAPITALISME EN LIGNE DE MIRE

Si les luttes sociales se sont élargies et diversifiées, celles-ci partagent toujours pour la plupart un objectif commun, déjà poursuivi par la lutte des classes : celui de transformer la société, et par là même de combattre notre système économique qui oppresse tant les classes ouvrières que les femmes et les minorités, et au final, la planète dans son entièreté. Si tout le monde ne s'accorde pas sur les modalités exactes pour y parvenir ni sur le nouveau modèle à instituer, beaucoup sont en mesure de reconnaître l'urgence à agir, à proposer des alternatives concrètes, avant que les limites planétaires n'imposent par elles-mêmes un effondrement de notre civilisation et/ou que des dictatures ne s'installent durablement.

Face à ces constats, la convergence des luttes nous semble indispensable, ne fut-ce que pour deux aspects majeurs : la volonté de ne laisser personne sur le côté, et donc d'inclure l'ensemble des enjeux auxquels sont confrontés les publics dits vulnérables, et la mutualisation de nos forces de frappe (le capitalisme étant un régime extrêmement résistant⁴⁴). Pour ce faire, il est nécessaire, à notre sens, de formaliser les liens étroits entre inégalités de genre, crise écologique et inégalités sociales, qui émergent de systèmes de domination qui se renforcent et se maintiennent mutuellement.

⁴⁴ Le capitalisme est par essence opportuniste et apte à s'adapter en transformant toute évolution (progressiste ou non) en profit. Pour plus d'informations : BOLTANSKI Luc et CHIAPPELLO Eve, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

ENTRE INÉGALITÉS DE GENRE ET CRISE ÉCOLOGIQUE⁴⁵

La question environnementale est indéniablement une question de genre. Pourquoi ? Parce qu'en raison de leur vulnérabilité économique, sociale et culturelle, les femmes sont plus touchées que les hommes par les conséquences de cette crise écologique⁴⁶. Et cela est perceptible dans toutes les sphères de leur vie quotidienne, et ce, partout dans le monde.

Par exemple, dans les pays dits en développement, ce sont majoritairement les femmes qui sont en charge de l'approvisionnement en eau, en nourriture et en combustibles. Or, en cas d'inondations ou de sécheresses, celles-ci devront parcourir des distances plus longues et, très souvent, demander à leurs filles aînées de les aider, qui vont dès lors quitter l'école⁴⁷. Cela empêche donc les femmes de dégager du temps pour leur éducation et/ou l'occupation d'un emploi rémunéré⁴⁸. Cet accès limité à des ressources essentielles se traduit aussi par une insécurité constante, des tensions au sein des foyers, un risque plus élevé de violences intrafamiliales et une précarité croissante⁴⁹.

D'autant plus qu'en cas de catastrophe naturelle, les femmes seront davantage exposées aux violences tout en ayant moins accès aux services de secours et d'assistance, ce qui compromet leur rétablissement et renforce leur vulnérabilité⁵⁰. Pourtant, en tant que dispensatrices de soins⁵¹, ce sont majoritairement elles qui devront continuer à assumer les obligations familiales,

ce qui augmentera leur niveau de stress. Par ailleurs, l'élévation du niveau de la mer, la désertification, les vagues de chaleur à répétition entraînent des parcours migratoires de plus en plus nombreux⁵². Ces exils sont particulièrement dangereux pour les femmes parce qu'elles y sont la cible des réseaux de traite des êtres humains et y subissent des violences sexuelles de tous types, tant de la part des passeurs que des autorités ou encore des autres migrants⁵³.

Les impacts de ces dérèglements sur leur santé ne sont pas non plus à négliger. Citons, par exemple, les perturbateurs endocriniens, qui les touchent davantage car elles ont plus de variations hormonales et de glandes endocrines⁵⁴. Leurs droits sexuels et reproductifs sont également compromis : par exemple, en cas de dégradation des infrastructures, leur accès aux services de soins de santé sera drastiquement réduit, ce qui entraîne, notamment, une augmentation de la mortalité maternelle⁵⁵.

Face à toutes ces conséquences, nombreuses sont les femmes porteuses d'initiatives dans la protection de l'environnement. De plus, ce combat étant en grande partie lié au *care*⁵⁶ et donc au bien-être du foyer, celles-ci, en raison des stéréotypes de genre, s'en emparent davantage⁵⁷. Et pourtant, cette lecture genrée est très peu appliquée dans les politiques publiques en la matière, qui sont d'ailleurs élaborées par des panels d'acteurs majoritairement masculins.

⁴⁵ Pour plus d'informations : « Dossier thématique : Changeons de système, pas de climat », *Femmes Plurielles*, n°82, juin 2023, <https://urlz.fr/mZFg>.

⁴⁶ Le dérèglement climatique, la destruction de la biodiversité, la pollution de l'air, la pollution de l'eau ou encore la pollution des sols.

⁴⁷ ONU FEMMES, *Inégalités entre les sexes et changements climatiques : des enjeux étroitement liés*, 28 février 2022, <https://bit.ly/40GRdVW>.

⁴⁸ OSMAN-ELASHA Balgis, « Les femmes... dans le contexte des changements climatiques », *Nations Unies*, <https://bit.ly/3Awez9>.

⁴⁹ OXFAM QUÉBEC, *Pourquoi les changements climatiques affectent les femmes ?*, <https://bit.ly/3Avdk7f>.

⁵⁰ VOS Coralie, « Justice climatique et égalité des genres : des liens étroits qui se renforcent mutuellement », *C.N.C.D 11.11.11*, 11 mars 2022, <https://bit.ly/41RqJG>.

⁵¹ En raison des rôles genrés dans notre société.

⁵² En 2020, plus de 30 millions de personnes se seraient déplacées en raison de catastrophes liées au climat. VOS Coralie, « Justice climatique... op. cit.

⁵³ Pour plus d'informations : VIERENDEEL Florence, « Les violences intersectionnelles : trois profils de femmes au cœur d'inégalités croisées », *Analyse Soralia*, 2022, <https://bit.ly/40Y9H5r>.

⁵⁴ Pour plus d'informations : COLARD Fanny, « Les perturbateurs endocriniens : ces menaces invisibles », *Analyse FPS*, 2018, <https://bit.ly/402ZVgW>.

⁵⁵ VOS Coralie, « Justice climatique... op. cit.

⁵⁶ C'est-à-dire à la sensibilité aux besoins des autres et à leur prise en charge.

⁵⁷ Pour plus d'informations : LAHAYE Laudine, « Zéro-déchet et zéro-sexisme : même combat ? », *Analyse FPS*, 2019, <https://bit.ly/40epUct>.

ENTRE INÉGALITÉS DE GENRE ET CAPITALISME

Si l'oppression des femmes préexiste au capitalisme, celui-ci a néanmoins permis d'asseoir la dévalorisation de leur travail dans nos pratiques sociales. En effet, historiquement, la place des femmes tend à se modifier à partir de l'entrée du capitalisme dans nos sociétés. Avec lui s'instaure une marchandisation extrême, où le travail est considéré comme la source principale de la production de la richesse. Mais pas n'importe lequel ! Ainsi, seul ce qui rapporte de l'argent, et donc le travail productif, a de la valeur :



Le travailleur ne produit pas pour lui, il ne produit pas non plus pour un autre indéterminé et donc pour la société, il produit "pour le capital". Ce n'est donc ni le producteur individuel, ni la société qui définit ce qui est un travail productif, c'est le capital qui le définit comme tel. Pour qu'il soit productif et considéré comme tel, il ne suffit plus que le travailleur produise individuellement, ni qu'il produise socialement au sens où son activité prend part à l'activité sociale de production, "il faut qu'il produise de la survaleur" : telle est maintenant la condition pour que son travail vaille comme du travail productif, et pour que lui-même soit reconnu comme travailleur productif.



Le travail reproductif, c'est-à-dire, en grande partie, le travail de soin et le travail domestique, est, quant à lui, relégué en bas de l'échelle sociale, que celui-ci soit rémunéré ou non. Or, ce sont majoritairement les femmes qui occupent ces fonctions. Pire, toute une partie de ce travail va officiellement être considéré comme relevant de la sphère « privée » et donc dépourvu de toute forme de rémunération et de reconnaissance sociale⁵⁸. Les femmes vont donc accomplir toute une série de tâches indispensables au bon fonctionnement de la

société (prise en charge des enfants, soins aux personnes âgées, soutien émotionnel, etc.), et donc du capitalisme, gratuitement⁶⁰ ! Alors que ce travail est celui-là même qui produit la main-d'œuvre⁶¹ nécessaire au maintien de la force de travail productive⁶².

Le patriarcat est donc utile au capitalisme, puisqu'il lui fournit une population déjà dévalorisée à la base (les femmes), dont il va se servir pour prospérer. Le capitalisme, lui, exacerbe l'enfermement des hommes et des

⁵⁸ FISCHBACK Franck, « De la production au travail : à propos d'un changement de paradigme, ou comment Marx est devenu antiproductiviste », *Cahiers Société*, n°2, Décembre 2020, <https://bit.ly/41Ski20>.

⁵⁹ BRUNEAU Camille et VANDEN DAELEN Christine, « Capitalisme et patriarcat : Deux systèmes qui se nourrissent l'un de l'autre », *CADTM*, 1er juillet 2020, <https://bit.ly/3Avnt3L>.

⁶⁰ *Ibid.*

⁶¹ En d'autres termes, les futurs travailleurs, spécifiquement les garçons, en donnant naissance, en assurant leur éducation, etc.

⁶² Pour plus d'informations : FEDERICI Silvia, *Le capitalisme patriarcal*, Paris, La Fabrique, 2019.

femmes dans des rôles préétablis, où les premiers sont en charge de faire fructifier l'argent, tandis que les secondes organisent, souvent gratuitement, les conditions nécessaires pour que les premiers se concentrent essentiellement sur leur travail productif et pour continuer à remplir les rangs de cette main-d'œuvre.

Notons que ce système se fonde sur une redistribution des richesses profondément inégalitaire, basée sur l'accumulation de capitaux dans les mains d'une minorité de plus en plus infime, ce qui maintient la majorité de la population dans une situation de vulnérabilité financière, et plus particulièrement les femmes⁶³.



L'organisme Oxfam indique que, dans le monde, les hommes détiennent 50 % de richesses en plus que les femmes⁶⁴ alors que les 22 hommes les plus fortunés de la planète possèdent plus que l'ensemble de la population féminine d'Afrique⁶⁵. Notre économie n'est donc pas uniquement injuste, elle est aussi sexiste et colonialiste.

⁶³ Pour plus d'informations : STULTJENS Eléonore et VIERENDEEL Florence, « Une lecture féministe de la justice fiscale » *Étude FPS*, 20 décembre 2021, <https://bit.ly/3AsypiK>.

⁶⁴ OXFAM FRANCE, *Oxfam dénonce l'indécence des inégalités mondiales*, 20

janvier 2020, <https://bit.ly/422q5BM>.

⁶⁵ OXFAM EN AFRIQUE DE L'OUEST, *Les 22 hommes les plus fortunés au monde possèdent plus que l'ensemble de la population féminine d'Afrique*, 20 janvier 2020, <https://bit.ly/3LcoBOP>.

ENTRE CRISE ÉCOLOGIQUE ET CAPITALISME

Si les êtres humains exploitent les ressources de la planète Terre depuis plusieurs siècles, le règne du capitalisme a accéléré la cadence de manière dramatique ces dernières décennies. En prônant la croissance et l'accumulation de capital à l'infini, ce système ne tient en aucun cas compte des limites planétaires, pourtant nombreuses⁶⁶. Plusieurs autrices-teurs parlent d'une crise de la civilisation tant les menaces sont immenses et requièrent des changements radicaux.

Le capitalisme est en effet incompatible avec la protection de la planète. Si certaines entreprises tentent de surfer sur la vague de ce qu'on pourrait appeler le « capitalisme vert », celles-ci, en réalité, ne le font pas pour des raisons écologiques mais pour des questions de rentabilité à court terme. C'est le cœur de la logique capitaliste, qui détruit les équilibres

naturels⁶⁷. En effet, le modèle linéaire et dégénératif (où les ressources sont prélevées, transformées, utilisées et puis jetées) qui est le nôtre ne peut s'accorder avec les enjeux écologiques, qui réclament des logiques circulaires et régénératives, fondées sur le recyclage, le partage et la réparation⁶⁸.

Notre prospérité doit donc s'établir sur de nouveaux critères, avec comme balises le respect des écosystèmes et des besoins essentiels (eau, nourriture, logement, santé, éducation, etc.), et non le profit, qui transforme toute production en marchandise. L'idée n'est pas d'éradiquer toute forme de progrès ni de consommation, mais de les réévaluer en fonction de leur utilité collective et de les partager équitablement à travers le globe (ce principe est l'une des bases de l'écocialisme⁶⁹).

Car, non seulement notre façon de produire est problématique mais en plus, les fruits de cette production ne sont pas répartis de manière équitable. Ce sont les plus riches (en ce compris, les multinationales et les entreprises, au travers de leurs actionnaires) qui en profitent le plus alors qu'elles-ils sont majoritairement responsables des dégâts écologiques.

CITONS QUELQUES CHIFFRES

— L'Amérique du Nord et l'Europe totaliseraient **49 % des émissions** historiques de CO2 entre 1850 et 2020⁷⁰ ;

— La Chine, les États-Unis, l'UE et l'Inde ont produit **plus de la moitié des émissions de CO2** depuis 2010⁷¹ ;

— **125 milliardaires émettent autant de tonnes de CO2** par an que les émissions territoriales françaises⁷² ;

— **100 entreprises sont responsables de 71 % des émissions mondiales de CO2**⁷³, tandis que l'empreinte carbone d'un individu appartenant au 1 % le plus riche est 100 fois plus élevée que celle d'un individu appartenant aux 50 % les plus pauvres⁷⁴.

Bernard Duterme du Centre tricontinental (CETRI) précise même « *qu'au rythme actuel, le "budget carbone mondial", c'est-à-dire le maximum de CO² encore à émettre pour limiter le réchauffement à 1,5°, sera épuisé d'ici 2033 par les seuls 10 % les plus riches de la planète, même si les émissions des 90 % restants tombaient à zéro dès aujourd'hui* »⁷⁵. Et pourtant, ce sont les pays dits en développement et les personnes précarisées qui paient le plus le prix de cette indécence.



Un habitant d'un pays pauvre court six à dix fois plus de risques d'être blessé, inondé, enseveli, assoiffé... du fait d'un événement climatique extrême qu'un habitant d'un pays riche. Et à l'intérieur d'un même pays du Nord ou du Sud, les plus exposés sont aussi les moins fortunés. Ils occupent les premières places, avec de confortables avances, de tous les classements existants : ceux des risques sanitaires, des habitats menacés, de l'insécurité alimentaire, de la pollution de l'eau, de la vulnérabilité climatique, etc.



Par exemple, à Bruxelles, près d'un ménage sur deux parmi les ménages avec les revenus les plus bas vit dans un logement présentant au moins une nuisance environnementale⁷⁶. Les inégalités sociales s'illustrent donc tout autant au travers des conséquences de la crise écologique que nous vivons.

PAGE 13

⁶⁶ L'économiste Kate Raworth en identifie 9 : les changements climatiques, l'utilisation d'eau douce, les cycles de l'azote et du phosphore (via l'utilisation d'engrais), l'acidification des océans, la pollution chimique, la charge atmosphérique en aérosols (la pollution de l'air), l'appauvrissement de la couche d'ozone, l'appauvrissement de la biodiversité et les changements d'occupation du sol (à des fins économiques).

⁶⁷ LÖWY Michael, « Crise écologique, capitalisme et altermondialisme. Un point de vue éco-socialiste », *Actuel Marx*, n°44, 2008, <https://bit.ly/444k75m>.

⁶⁸ OXFAM France, *La théorie du Donut : une nouvelle économie est possible*, 7 décembre 2020, <https://bit.ly/2QmaRHC>.

⁶⁹ Pour plus d'informations : HERLEMONT Rosine, « Ecoféminisme et écocialisme en débat », *Étude FPS*, 2017, <https://urlz.fr/mZGm>.

⁷⁰ LIBÉRATION et AFP, « Réchauffement climatique : les pays du Sud ont besoin de 2 400 milliards de dollars par an », *Libération*, 8 novembre 2022, <https://bit.ly/3LwNwOj>.

⁷¹ GARRIC Audrey, « La Chine, les États-Unis, l'UE et l'Inde ont produit plus de la moitié des émissions de CO2 depuis 2010 », *Le Monde*, 09 décembre 2020, <https://urlz.fr/n0eP>.

⁷² OXFAM BELGIQUE, *Ces milliardaires qui détruisent la planète*, <https://bit.ly/3mZkIVr>.

⁷³ *Ibid.*

⁷⁴ DUTERME Bernard, « Les fractures Nord-Sud de l'enjeu climatique », *CETRI*, 19 mai 2022, <https://bit.ly/41HvYoi>.

PAGE 14

⁷⁵ *Ibid.*

⁷⁶ *Ibid.*

⁷⁷ WERNAERS Camille, « COP26 : focus sur les enjeux générés du changement climatique », *RTBF*, 8 novembre 2021, <https://bit.ly/3LhkGA4>.

LE RACISME À LA CROISÉE DES CHEMINS

Comme l'explique bell hooks, le fondement du racisme est indissociable de l'oppression sexiste, avec, en ligne de fond, le système capitaliste qui l'alimente⁷⁸. En effet, le capitalisme a besoin, au sein même des classes exploitées, de classes surexploitées, les personnes « racisées »⁷⁹, pour continuer à subsister. Cette réalité est perceptible dans de nombreux secteurs professionnels sous-valorisés, comme celui des titres-services où, à Bruxelles, 96 % des travailleuses-eurs sont des femmes, et 98 % d'entre elles sont d'origine immigrée⁸⁰. L'esclavagisme et le colonialisme fonctionnent sur base de la même logique⁸¹. Ainsi, le pillage des ressources organisé par les pays développés compromet tout à fait l'autonomie et la sécurité des peuples (plus spécifiquement des femmes) dans les pays en développement.

Ainsi, d'un côté, les rapports de classe, de genre et de « race » s'entremêlent, se co-produisent, se reproduisent et se renforcent, et de l'autre, le capitalisme maintient ces rapports de pouvoir hiérarchiques et en tire profit. Il est donc indispensable de tenir compte

de ces enchevêtrements car l'abolition d'une seule forme de domination, indépendamment du système (ici capitaliste et donc, par essence, inégalitaire) dans lequel elle s'inscrit, provoquera indéniablement le renforcement et/ou la création d'une autre forme de domination. Cette approche appelle à dépasser la conscience/vision de « soi », pour « soi », et à travailler à l'établissement d'une conscience/vision collective globale, basée sur les rapports sociaux. Dans cette perspective, l'intersectionnalité⁸² peut être une grille de lecture intéressante, puisqu'elle appelle « à une unité de combat permettant de lutter à la fois contre le racisme, le sexisme et le capitalisme »⁸³. Cet outil vise à penser l'intersection entre les différentes formes de domination et à visibiliser leurs conséquences directes sur les minorités ou personnes minorisées. L'intersectionnalité nous éclaire également sur la pluralité des profils qui traverse déjà chacun des mouvements sociaux, ce qui constitue en soi une force, potentiellement collective⁸⁴.

silence.

⁸⁰ WERNAERS Camille, « Coronavirus : les aides-ménagères s'interrogent », RTBF, 16 mars 2020, <https://bit.ly/3AJ39Mz>.

⁸¹ MATTHYS Jean, « De la convergence des luttes à la lutte des convergences », *Analyse Action et recherches culturelles*, 2018, <https://bit.ly/40XOLMA>.

⁸² « Penser les luttes contre les discriminations de manière multidimensionnelle : l'intersectionnalité », *Analyse Soralia*, 2022, <https://bit.ly/41XihSg>.

⁸³ BRANTHÔME Thomas, « Actualité... op. cit.

⁸⁴ MATTHYS Jean, « De la convergence des luttes... op. cit.

CHAPITRE 5

ET SUR LE TERRAIN, COMMENT S'ORGANISER ?⁸⁵

Si cet exposé théorique démontre une opportunité philosophique de s'unir, dans les faits, la mobilisation de masse reste un défi. Mais alors, comment s'y prendre concrètement ? L'étude « Mouvements sociaux en Belgique francophone : un bilan pour recommencer à gagner », réalisée par le collectif Léa, examine 7 mouvements sociaux⁸⁶ en Belgique francophone. Cet état des lieux leur a dès lors permis d'identifier toute une série d'obstacles et de leviers à l'émergence de mécanismes de solidarité et de partenariat dans les milieux militants.

Précisons que toutes les dynamiques de convergences ne sont pas identiques. Certaines structures s'allient pour poursuivre un objectif particulier, plutôt court-termiste (par exemple, s'opposer à une actualité politique) : c'est ce qu'on appelle la convergence utile, celle-ci ne nécessite pas de s'accorder à 100 % sur les méthodes et les visions adoptées. D'autres structures s'allient comme objectif en soi, sur le long terme (par exemple, les plateformes associatives) : c'est ce qu'on appelle la convergence fondamentale, où une même cause et une même solution sont identifiées. Celle-ci requiert du temps et des espaces de débats, de confrontation des points de vue où les divergences sont entendues et acceptées ainsi que des moyens humains et financiers. Dans la façon d'envisager la convergence, il est

possible, d'un côté, « d'additionner les luttes pour viser un ennemi commun abstrait, chaque lutte mettant de côté ses particularités ».

C'est l'approche développée ci-dessus, où des liens sont établis entre plusieurs luttes, afin de combattre le système économique actuel. D'autres autrices-teurs estiment, au contraire, qu'il est préférable d'accepter une certaine forme de hiérarchisation des luttes.

Cette approche se fonde notamment sur « la conviction qu'une situation de domination particulière peut, dans sa singularité la plus propre, à tel moment précis de l'Histoire et dans telle configuration sociale et historique déterminée, constituer un nœud, un point de condensation où c'est le "destin de l'humanité" qui est immédiatement en jeu, ouvrant la possibilité d'alliances inédites »⁸⁷. C'est le cas par exemple de la lutte pour l'écologie.

Quoiqu'il en soit, le dialogue entre les partenaires, tout au long du processus, semble être l'une des clés fondamentales pour collaborer sereinement et durablement. La clarification du schéma de gouvernance interne (comment s'organiser, comment sont prises les décisions, etc.)⁸⁸ ainsi que l'identification d'objectifs clairs accompagnent ce guide de bonnes pratiques.

⁷⁸ HOOKS bell, « Sororité : la solidarité politique entre les femmes », dans ROBATEL Anne, *Black feminism, Anthologie du féminisme africain-américain*, 1975-2000, 27 janvier 2015, <https://bit.ly/3oYAKsM>.

⁷⁹ La notion de « race » a, originellement, été utilisée pour catégoriser les êtres humains sur base de caractéristiques physiques et/ou culturelles, de manière tout à fait erronée. Aujourd'hui, certains milieux militants se revendiquent en tant que « groupe racisé » (réappropriation du terme) afin de visibiliser les discriminations dont elles-ils sont victimes dans la société sur base de cette supposée « race », qui, elles, sont bien réelles et ne peuvent être passées sous

⁸⁵ Ce chapitre se base en grande partie sur un entretien mené avec l'un des rédacteurs de l'analyse produite par le collectif Léa, intitulée « Mouvement sociaux en Belgique francophone : un bilan pour recommencer à gagner ».

⁸⁶ La lutte contre le TTIP et le CETA, le mouvement syndical de septembre à décembre 2014, Tout Autre Chose, le boycott du service communautaire, la campagne TAM-TAM, les Gilets Jaunes et le mouvement Climat entre 2018 et 2019.

⁸⁷ MATTHYS Jean, « De la convergence des luttes... op. cit.

⁸⁸ Ce schéma doit par contre admettre l'existence de rapports de pouvoir inévitables au sein des structures.

CHAPITRE 6

LES LIMITES DE L'ASSOCIATIF FACE À UN TEL MODÈLE

D'autres éléments sont également à souligner tels que la structuration du mouvement, la planification stratégique, l'identification d'un-e adversaire, l'utilisation efficace des réseaux sociaux, l'organisation d'une base sociale, la diversification des modes d'action ou encore l'adoption d'une vision de société large et d'un discours concret, vulgarisé et exemplifié.

Ainsi, « pour [que la convergence] ne se limite pas à un simple effet de mode ou d'annonce, elle nécessite de la réflexion, de l'anticipation et de la stratégie »⁸⁹. Mais il n'existe pas pour autant de recette idéale, il faut donc continuer à expérimenter et à prendre des risques, dans un contexte qui réclame de la radicalité, tant dans nos communications, que dans nos modes d'action et dans nos prises de positions.

À cet effet, les nouvelles formes de militance, au travers de la défense des droits des minorités, ouvrent les champs des possibles, en termes d'alliances, d'engagements sur le terrain et de manières de procéder. La gauche

et les mouvements ouvriers ont beaucoup à apprendre de ces collectifs qui mobilisent d'autres franges de la population, et qui intègrent d'autres perspectives, qui ne sont pas forcément antagonistes, comme nous avons pu le voir. Enfin, notons que la convergence ne doit pas non plus être une injonction, il ne s'agit pas nécessairement de la seule et unique façon de parvenir à faire bouger les lignes. Chaque entité militante a aujourd'hui son rôle à jouer, dans un panel de mouvements sociaux diversifiés, souvent complémentaires.

Si ce guide pratique nous offre des pistes inspirantes pour converger, un constat s'impose : le secteur associatif, acteur clé pour la mise en place de telles initiatives, peine à pérenniser ce type de projets sur le long terme. Plusieurs freins compromettent ce travail pourtant essentiel.

Citons, dans un premier temps, le manque de temps. Le secteur associatif est aujourd'hui contraint à une recherche constante de financements, avec, souvent, toute une série d'impératifs à rencontrer dans le cadre d'un agrément ou d'une subvention structurelle. Les ASBL se retrouvent par ailleurs souvent « enfermées » dans un cadre légal et institutionnel qui ne leur laisse que peu d'opportunités pour dégager du temps et s'investir dans d'autres projets. Il n'est donc pas aisé de trouver une opportunité concrète pour travailler avec d'autres types d'organisations. Or, pour converger, il faut se connaître, se rencontrer et se comprendre mais il est plus courant d'avoir des contacts avec des structures qui s'inscrivent dans un cadre similaire, traitant de thématiques comparables.

Le second obstacle est, sans surprise, le manque de moyens humains. Le secteur associatif fonctionne en sous-effectif de manière généralisée depuis de nombreuses années. Ainsi, au-delà de la question du temps nécessaire, encore faut-il disposer du personnel en tant que tel ! Surcharge de travail, incompatibilité d'agenda, travail à temps partiel, urgences à traiter, etc., les réalités de travail entravent grandement les capacités des équipes à participer à ce type de rencontres.

Ne parlons même pas d'organiser et de porter ces plateformes ! Même si l'idée est de s'inscrire dans une dynamique participative et horizontale, pour que cela fonctionne, il faut un pilotage assuré par une ou plusieurs structures, ce qui demande un investissement humain fort, dont beaucoup ne dispose pas. Enfin, le secteur manque cruellement de soutien financier. Par exemple, une des difficultés principales rencontrées par les plateformes ou mouvement non structurés en ASBL (associations de fait, réunions à caractère « informel », etc.) est la prise en charge financière. Bien souvent, l'obtention de subventions structurelles ou a minima pluriannuelles sans être structuré en ASBL est très restreinte. Déjà justes au niveau financier, les membres doivent-ils alors chacun mettre un montant de leur poche pour faire vivre la plateforme ? Au final, ces projets collectifs travaillent donc soit avec deux bouts de ficelle, soit avec une poignée d'ASBL qui les portent davantage que d'autres, avec les limites que ce modèle peut avoir...

Un élément renforce encore un peu plus ces trois caractéristiques malheureuses du secteur : la bureaucratisation croissante. En effet, le manque de financement pousse sans cesse à la recherche de subsides complémentaires, ce qui engendre de multiples démarches administratives, requérant du temps et des moyens humains. Cette bureaucratisation est par ailleurs impactée par le cadre d'agrément/structurel des ASBL, ce qui implique que, parfois, la volonté de convergence des luttes et de partenariats peut être impactée par des difficultés d'harmonisation des démarches.

⁸⁹ COLLECTIF LÉA, « Mouvement sociaux en Belgique francophone : un bilan pour recommencer à gagner », p. 14.

Le réseau wallon pour la santé des femmes résume avec brio la situation dans une carte blanche datant du 7 mars 2023 :



La recherche de fonds et la gestion de cofinancement deviennent [...] des incontournables de l'associatif pour, dans le meilleur des cas, assurer la pérennité des projets et des emplois, et dans le pire des cas, tout juste permettre la survie de l'ASBL. Les équipes, les responsables et les travailleuses·eurs sont épuisé·e·s par ce travail administratif et par cette tension permanente liés au manque de moyens



Le secteur des droits des femmes est particulièrement touché. Ainsi, en octobre 2023, l'Université des femmes, association féministe francophone reconnue en éducation permanente, lançait un appel à l'aide face à sa potentielle dissolution faute de ressources suffisantes...

L'égalité entre les femmes et les hommes est pourtant l'une des composantes fondamentales de la convergence, tout comme l'est l'éducation permanente. En effet, à travers l'animation et la formation des publics, elle est une porte d'entrée à la compréhension plus profonde de problèmes sociaux complexes, qui s'entrecroisent. Elle est propice à la prise de conscience mais aussi à la mise en action, à l'engagement,

à la mobilisation communautaire. Elle est un catalyseur pour former des citoyen·ne·s capables de contribuer activement à la convergence des luttes.

Un réveil politique est donc indispensable. Nos dirigeant·e·s ont un rôle déterminant à jouer dans la mise en place des conditions propices au développement et à la consolidation d'un véritable contre-pouvoir, qui n'a qu'un seul souhait : obtenir les moyens à la hauteur de ses ambitions ! Car la volonté du côté du secteur associatif, elle, ne manque pas, même si l'essoufflement est palpable. Il est donc grand temps de prendre soin des personnes qui font bouger les lignes de notre société pour la rendre meilleure pour toutes et tous.

⁹⁰ Carte blanche collective, « La broyeuse administrative nous précarise et nous rend malade ! », RTBF, 7 mars 2023, <https://urlz.fr/oPDs>

CONCLUSION

Patriarcat, racisme, classisme⁹¹, etc., toutes les formes de domination sont intrinsèquement liées. Ensemble, elles maintiennent les inégalités dans nos sociétés et oppressent les publics les plus vulnérables, dont les femmes, les personnes précarisées et les personnes « racisées ». Si nous souhaitons réellement changer de paradigme et parvenir à une transition sociale et écologique juste, cette lecture, qui pense l'intersection entre ces différents rapports sociaux, doit guider nos combats ; pour que ceux-ci soient victorieux mais aussi effectifs, c'est-à-dire pour que chaque citoyen·ne puisse occuper une place à part entière dans la société d'aujourd'hui et de demain.

Car la fin de notre système économique actuel est inévitable : nos ressources sont limitées et même le développement des nouvelles technologies ne parviendra pas à modifier la tendance sur le long terme⁹². Pour éviter la mise en place de régimes totalitaires et/ou connaître des pertes humaines inestimables, il est plus que temps de proposer de véritables alternatives aux citoyen·ne·s, fondées sur l'inclusion et le vivre ensemble. Les forces de gauche européennes, en crise depuis plusieurs années, doivent **« reprendre la direction des débats ou mieux les reformuler de façon à ce qu'ils se débarrassent des allures tragiques du fascisme et des modèles conférés par la représentation politique de droite »**⁹³.

⁹¹ Le classisme est un système de domination qui perpétue des discriminations envers certaines personnes en raison de leur appartenance ou non à une certaine classe sociale.

⁹² WAKIM Nabil, « La technologie a trop d'impact sur la planète pour être la solution à la crise du climat », *Le Monde*, 23 mars 2023, <https://bit.ly/3LIJJIP>.

Pour mener cette lutte sur le terrain, la collaboration entre structures institutionnalisées et nouveaux mouvements militants semble incontournable. Les premières disposent de capacités historiques à se structurer et à développer une base sociale, tandis que les seconds proposent d'innover en matière de modes d'action. Un dialogue doit donc être (ré)instauré et consolidé entre les franges ouvrières et les classes moyennes, entre les syndicats et les associations de terrain, entre les militant·e·s écologiques et les collectifs féministes. Pour y parvenir, la création de lieux de rencontres, de débats, d'écoute, d'échanges, favorisant l'émergence de nouvelles manières de procéder, de nouveaux récits, de nouvelles prises de position, à l'intersection des enjeux portés par chaque entité prise séparément, doit être une priorité.

Cette perspective implique par ailleurs et plus largement de redonner toute leur place aux corps intermédiaires (associations, syndicats, mutualités, etc.) dans notre société car ce sont ces acteurs qui, sur le terrain, vont à la rencontre des citoyen·ne·s, écoutent leurs besoins et les relaient. Ce sont aussi ces acteurs qui sont, aujourd'hui, en mesure de créer les conditions propices à un engagement militant, en proposant « un espace de construction d'un projet politique »⁹⁴ à la population. Mais pour que ce travail soit porteur, il faut absolument soutenir ces secteurs financièrement car nombre d'entre eux sont à bout de souffle.

⁹³ MELEGH Attila, « La crise de la gauche européenne », *Outre-mer*, n°41, 2014, <https://bit.ly/3NpOVHY>.

⁹⁴ BURGRAFF Eric et MARTIN Pascal, « Noir Jaune Blues : J'ai envie de dire à De Croo : descends de ton cheval mon grand », *Le Soir*, 24 janvier 2023, <https://bit.ly/3HwR28X>.

Au niveau politique aussi, cette convergence doit donc s'exprimer. Il est temps de s'attaquer de front au néolibéralisme mondialisé, à travers la redéfinition du socle de base des valeurs socialistes, de leurs combats et de leurs aspirations. Ainsi, comme l'écrivait le journaliste et militant George Monbiot, « ceux qui racontent les histoires dirigent le monde. Notre tâche fondamentale est d'inventer une nouvelle histoire pour dire ce que signifie être humain au 21^{ème} siècle »⁹⁵. Pour proposer une réelle alternative à l'idéologie dominante du libre marché de Margaret Thatcher, voici une liste d'ingrédients à déployer sans modération :

- ✓ Oser la radicalité, l'audace, être offensive et force de mobilisation et de militance ;
- ✓ Élargir le spectre des alliances, des actions et des combats et expérimenter, notamment sur le terrain, pour tester de nouvelles façons de faire société ;
- ✓ Construire collectivement un récit anticapitaliste et antilibéral qui s'alimente d'un vocabulaire neuf et progressiste et qui rompt avec l'idée de productivisme ;
- ✓ Travailler sur la narration de ce récit et développer une vision révolutionnaire, porteuse d'espoir, qui tient compte des enjeux d'aujourd'hui et de demain, et particulièrement de l'écologie ;
- ✓ Élaborer un plaidoyer politique qui pense l'intersection entre les luttes sociales ;
- ✓ Faire preuve d'exemplarité en rejetant clairement les préceptes néolibéraux ;
- ✓ Redonner toute sa dimension forte à la notion de corps intermédiaires (secteur associatif, syndicats, mutualités, partis politiques) ;
- ✓ Se nourrir de l'existant et créer des espaces de rencontres, de débat et de soutien entre les défenseuses et défenseurs de cette nouvelle vision ;
- ✓ Développer des lieux où se jouent la démocratie en renforçant la participation citoyenne.

Aujourd'hui, face aux nombreuses menaces qui pèsent sur notre société (montée de l'extrême droite, explosion des inégalités, destruction de la planète, etc.), la solidarité doit s'imposer. La convergence des luttes, philosophique et/ou matérielle, est l'une des portes d'entrée pour insuffler cette dynamique et défendre une vision de société globale et intégrée, porteuse d'espoir et de renouveau, tant démocratique, que social et écologique. Chaque structure a un rôle à jouer dans ce combat contre le néolibéralisme mondialisé. C'est pourquoi, plus que jamais, remettons l'humain au cœur de nos préoccupations et luttons main dans la main pour assurer sa pérennité dans des conditions dignes.



ENSEMBLE

⁹⁵ « La gauche qui manque... op. cit. »

BIBLIOGRAPHIE

« Dossier thématique : Changeons de système, pas de climat », *Femmes Plurielles*, n°82, juin 2023, <https://urlz.fr/mZFg> (Consulté le 29/06/2023).

« La gauche qui manque. Sortir de nos brouillards intellectuels », *Revue du Crieur*, vol. 6, no. 1, 2017, <https://urlz.fr/p0x5> (Consulté le 21/12/2023).

« Penser les luttes contre les discriminations de manière multidimensionnelle : l'intersectionnalité », *Analyse Soralia*, 2022, <https://bit.ly/41XihSg> (Consulté le 25/04/2023).

BILLAUDOT Bernard, « La crise de la social-démocratie historique », dans *Société, économie et civilisation : Vers une seconde modernité écologique et solidaire ?*, La Plaine-Saint-Denis, 2021, <https://urlz.fr/p0ul> (Consulté le 21/12/2023).

BOLTANSKI Luc et CHIAPELLO Eve, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

BOURCIER Nicolas et al., « Du déclencheur local à la révolte globale : la convergence des luttes dans le monde », *Le Monde*, 8 novembre 2019, <https://bit.ly/3oEpec9> (Consulté le 25/04/2023).

BRANTHOME Thomas, « Actualité de la convergence des luttes », *La France en récits*, 2020, <https://bit.ly/3LaTKSy> (Consulté le 25/04/2023).

BRUNEAU Camille et VANDEN DAELEN Christine, « Capitalisme et patriarcat : Deux systèmes qui se nourrissent l'un de l'autre », *CADTM*, 1er juillet 2020, <https://bit.ly/3Avnt3L> (Consulté le 25/04/2023).

BRUT, « Qu'est-ce que la convergence des luttes ? », *France info*, 9 avril 2018, <https://bit.ly/3Ly2KTt> (Consulté le 25/04/2023).

Carte blanche collective, « La broyeuse administrative nous précarise et nous rend malade ! », *RTBF*, 7 mars 2023, <https://urlz.fr/oPDs> (Consulté le 25/04/2023).

CERCLE ORION, « L'échec du socialisme », 2 février 2023, <https://urlz.fr/p0tP> (Consulté le 21/12/2023).

CHAPONNIÈRE Martine, RUAULT Lucile et ROUX Patricia, « Nouvelles formes de militantisme féministe (II) », *Nouvelles questions féministes*, Vol. 36, n°2, 2017, <https://bit.ly/3Lpmwzc> (Consulté le 25/04/2023).

COLARD Fanny, « Les perturbateurs endocriniens : ces menaces invisibles », *Analyse FPS*, 2018, <https://bit.ly/40ZZVgW> (Consulté le 25/04/2023).

DELAUNAY Jean-Claude, « Lutte de classe et capitalisme : Perspective historique, moment présent », *L'Homme et la société*, 1995, <https://bit.ly/40JX6BM> (Consulté le 25/04/2023).

DENORD François, « La déferlante néolibérale des années 1980 », *Le Monde Diplomatique*, 2014, <https://urlz.fr/p0wt> (Consulté le 21/12/2023).

DUMENIL Gérard, WALLERSTEIN Immanuel, « Crises de l'économie-monde et dépassement du capitalisme : années 1070-années 2020 », *Actuel Marx*, vol. 48, no. 2, 2010, <https://urlz.fr/p0wi> (Consulté le 21/12/2023).

DUTERME Bernard, « Les fractures Nord-Sud de l'enjeu climatique », *CETRI*, 19 mai 2022, <https://bit.ly/41HvYoi> (Consulté le 25/04/2023).

ERICI Silvia, *Le capitalisme patriarcal*, Paris, La Fabrique, 2019.

FISCHBACK Franck, « De la production au travail : à propos d'un changement de paradigme, ou comment Marx est devenu antiproductiviste », *Cahiers Société*, n°2, Décembre 2020, <https://bit.ly/41Ski20> (Consulté le 25/04/2023).

FLEY Anaïs, « Nouvelles formes d'engagement, nouveaux outils militants ? », *Cause commune*, Septembre/octobre 2019, <https://bit.ly/3NbQ3i7> (Consulté le 25/04/2023).

FRANSSEN Abraham, « L'Etat social actif et la nouvelle fabrique du sujet », dans ASTIER Isabelle et DUVOUX Nicolas, *La société biographique, une injonction à vivre dignement*, Paris, 2006, pp. 75-104, <https://urlz.fr/p0uN> (Consulté le 21/12/2023).

GARRIC Audrey, « La Chine, les États-Unis, l'UE et l'Inde ont produit plus de la moitié des émissions de CO2 depuis 2010 », *Le Monde*, 09 décembre 2020, <https://urlz.fr/n0eP> (Consulté le 25/04/2023).

GROUX Guy et ROBERT Richard, « Le spectre de la convergence des luttes », *Telos-eu*, 1er avril 2020, <https://bit.ly/3LGtUrn> (Consulté le 25/04/2023).

HAVAUX Pierre, « 1918-1944 : qu'ont engendré les après-guerre au niveau social ? », *Le Vif*, 13 novembre 2018, <https://urlz.fr/p0w5> (Consulté le 21/12/2023).

HERLEMONT Rosine, « Ecoféminisme et écosocialisme en débat », *Étude FPS*, 2017, <https://urlz.fr/mZGm> (Consulté le 25/04/2023).

HOOKS Bell, « Sororité : la solidarité politique entre les femmes », dans ROBATEL Anne, *Black feminism, Anthologie du féminisme africain-américain, 1975-2000*, 27 janvier 2015, <https://bit.ly/3oYAKsM> (Consulté le 25/04/2023).

JACOBIN MAGAZINE, « La Guerre Froide, un obstacle aux victoires sociales ? », 12 janvier 2023, <https://urlz.fr/p0tX> (Consulté le 21/12/2023).

LAHAYE Laudine, « Zéro-déchet et zéro-sexisme : même combat ? », *Analyse FPS*, 2019, <https://bit.ly/40epUCt> (Consulté le 25/04/2023).

LAURENT Véronique, « L'éthique du care selon Joan Tronto », *Axelle magazine*, Janvier-février 2017, <https://bit.ly/40WaOSj> (Consulté le 25/04/2023).

LIBÉRATION et AFP, « Réchauffement climatique : les pays du Sud ont besoin de 2 400 milliards de dollars par an », *Libération*, 8 novembre 2022, <https://bit.ly/3LwNwOj> (Consulté le 25/04/2023).

LÖWY Michael, « Crise écologique, capitalisme et altermondialisme. Un point de vue éco-socialiste », *Actuel Marx*, n°44, 2008, <https://bit.ly/444k75m> (Consulté le 25/04/2023).

MARTINOT-LAGARDE Pierre, « De nouvelles formes d'engagement », *Revue projet*, n°305, 2008, <https://bit.ly/40Kb5HM> (Consulté le 25/04/2023).

MATTHYS Jean, « De la convergence des luttes à la lutte des convergences », *Analyse Action et recherches culturelles*, 2018, <https://bit.ly/40X0LMA> (Consulté le 25/04/2023).

MELEGH Attila, « La crise de la gauche européenne », *Outre-mer*, n°41, 2014, <https://bit.ly/3NpOVHY> (Consulté le 25/04/2023).

MERRIEN François-Xavier, « Introduction », *L'État-providence*, 2007, <https://urlz.fr/f0ZC> (Consulté le 21/12/2023).

NABLI Bélig, « Convergence des luttes : théorie et pratiques », *Libération*, 25 mai 2018, <https://urlz.fr/n0fD> (Consulté le 25/04/2023).

OSMAN-ELASHA Balgis, « Les femmes... dans le contexte des changements climatiques », *Nations Unies*, <https://bit.ly/3Aweyz9> (Consulté le 25/04/2023).

ONU FEMMES, *Inégalités entre les sexes et changements climatiques : des enjeux étroitement liés*, 28 février 2022, <https://bit.ly/40GRdVW> (Consulté le 25/04/2023).

OXFAM BELGIQUE, *Ces milliardaires qui détruisent la planète*, <https://bit.ly/3mZkIVr> (Consulté le 25/04/2023).

OXFAM EN AFRIQUE DE L'OUEST, *Les 22 hommes les plus fortunés au monde possèdent plus que l'ensemble de la population féminine d'Afrique*, 20 janvier 2020, <https://bit.ly/3LcoBOP> (Consulté le 25/04/2023).

OXFAM FRANCE, *La théorie du Donut : une nouvelle économie est possible*, 7 décembre 2020, <https://bit.ly/2QmarRHC> (Consulté le 25/04/2023).

OXFAM FRANCE, *Oxfam dénonce l'indécence des inégalités mondiales*, 20 janvier 2020, <https://bit.ly/422q5BM> (Consulté le 25/04/2023).

OXFAM QUÉBEC, *Pourquoi les changements climatiques affectent les femmes ?*, <https://bit.ly/3Avdk7f> (Consulté le 25/04/2023).

SCHEUER Benoît, « Noir, jaune, blues... 5 ans après », *Fondation Ceci n'est pas une crise*, Septembre 2022, <https://bit.ly/3Lxu0kX> (Consulté le 25/04/2023).

STULTJENS Eléonore et VIERENDEEL Florence, « Une lecture féministe de la justice fiscale » Étude FPS, 20 décembre 2021, <https://bit.ly/3AsypiK> (Consulté le 25/04/2023).

TRUONG Nicolas, « Pour changer le monde, la gauche doit changer de monde », *Le Monde*, 4 mars 2022, <https://urlz.fr/p0xo> (Consulté le 21/12/2023).

VAN VYVE Valentine, « Accord sur l'asile et l'immigration : le secteur est sceptique », *Alter Echos*, 18 décembre 2021, <https://urlz.fr/p0wY> (Consulté le 21/12/2023).

VIERENDEEL Florence, « Comment réenchanter notre démocratie ? », *Analyse Soralia*, 2023, <https://urlz.fr/p0wz> (Consulté le 21/12/2023).

VIERENDEEL Florence, « Les violences intersectionnelles : trois profils de femmes au cœur d'inégalités croisées », *Analyse Soralia*, 2023, <https://bit.ly/40Y9H5r> (Consulté le 25/04/2023).

VOS Coralie, « Justice climatique et égalité des genres : des liens étroits qui se renforcent mutuellement », *C.N.C.D 11.11.11*, 11 mars 2022, <https://bit.ly/41IRqJG> (Consulté le 25/04/2023).

WERNAERS Camille, « COP26 : focus sur les enjeux genrés du changement climatique », *RTBF*, 8 novembre 2021, <https://bit.ly/3LhkGA4> (Consulté le 25/04/2023).

WERNAERS Camille, « Coronavirus : les aides-ménagères s'interrogent », *RTBF*, 16 mars 2020, <https://bit.ly/3AJ39Mz> (Consulté le 25/04/2023).

WAKIM Nabil, « La technologie a trop d'impact sur la planète pour être la solution à la crise du climat », *Le Monde*, 23 mars 2023, <https://bit.ly/3LIJJIP> (Consulté le 25/04/2023).

WALKOWIAK Philippe, « Belgique : la tentation de la dictature », *RTBF*, 23 janvier 2023, <https://bit.ly/3oAQAzW> (Consulté le 25/04/2023).

QUI SOMMES-NOUS ?

Soralia est un mouvement mutualiste féministe d'éducation permanente. Un mouvement riche de plus de 100 ans d'existence, présent partout en Belgique francophone et mobilisant chaque année des milliers de personnes. Au quotidien, nous militons et menons des actions pour favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes. Nous défendons des valeurs et des principes fondamentaux tel-le-s que le féminisme, l'égalité, la solidarité, le progressisme, l'inclusivité et la laïcité.

Pour contacter notre service études :

Fanny Colard - fanny.colard@solidaris.be - 02/515 06 26

Toutes nos publications sont téléchargeables dans leur intégralité sur notre site.



Editrice responsable : Noémie Van Erps, Place Saint-Jean 1-2, 1000 Bruxelles

